A I M F L A S H
BULLETIN INTERNE DE L'AIM – N° 84 – Juillet-Août 2010

**Réunions de l'Assemblée générale de l'AIM (Bruxelles, 2-4 juin 2010)**

Les présentations des réunions et de la conférence, ainsi que la déclaration «Environnement et santé» et la galerie de photos, sont disponibles sur le site de l'AIM www.aim-mutual.org

## CONTENU


| | |
|---|---|
| INFORMATIONS SUR LES INSTITUTIONS EUROPÉENNES | P.1 |
| INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LES SYSTÈMES D'ASSURANCE MALADIE ET DE SANTÉ | P.5 |
| ÉVÉNEMENTS ET INFORMATIONS CONCERNANT L'AIM | P.8 |


# COIN DES MEMBRES

## FNMF

**2 ÉDITION 2010 DU «MÉMENTO MÉDICAMENT»**

Fin juin, la FNMF a publié l'édition 2010 de son «Mémento médicament», qui fournit aux acteurs du système de santé les principales données sur le marché du médicament en France pour l'année 2009 et le détail de son financement par les mutuelles. Plus – Mémento 2010

# EU INSTITUTIONS

## CONSEIL DE L'UE

**PRÉSIDENCE BELGE DE L'UE (07-12/2010)**

www.eutrio.be

**PRIORITÉS DE LA PRÉSIDENCE BELGE DE L'UE**

La présidence belge du Conseil de l'UE se concentrera sur 6 grandes priorités:

- la sortie de crise et le retour à la croissance économique;
- la stimulation du progrès social et la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;
- la relance des négociations sur le climat et l'environnement;
- l'approfondissement de l'espace de justice, de sécurité et de liberté;
- l'influence de l'Union dans le monde et l'efficacité de son action extérieure;
- la poursuite de la mise en œuvre du Traité de Lisbonne.

Plus – Programme de la Présidence belge du Conseil de l'UE

**PRIORITÉS EN MATIÈRE DE POLITIQUE DE SANTÉ**

- Préparation et réponse à une pandémie
- Les personnels de la santé en Europe
- Approche novatrice en matière de maladies chroniques
- Démence
- Politiques en matière de nutrition
- Innovation pharmaceutique

Plus - Réunions organisées par la Présidence sur les questions de santé

**CONFÉRENCE RELATIVE AUX LEÇONS TIRÉES DE LA PANDÉMIE DE GRIPPE A(H1N1)2009**

Cette conférence s'est tenue à Bruxelles le 1er et 2/07. Les experts réunis lors de cette conférence ont abordé quatre grands thèmes: la surveillance, la coopération multisectorielle, la communication et les mesures sanitaires. Parmi les conclusions, les experts sont convenus de la nécessité d'avoir des études indépendantes des entreprises pharmaceutiques, y compris en matière de contrôle de la couverture des campagnes de vaccination. Ils ont également reconnu la nécessité de revoir les procédures d'achat afin d'y inclure des éléments tels que la flexibilité d'adapter les quantités commandées aux besoins réels. Plus – Conclusions de la conférence – Plus sur la conférence (EN)

**CONSEIL INFORMEL EPSCO (6-9/07)**

**I. SANTÉ PUBLIQUE**

Les 6-7/07, le Conseil informel EPSCO était consacré aux questions de santé publique. Les thèmes suivants y ont été abordés:

1. La lutte contre le cancer: tous les États membres ont accepté de faire adopter dans leur pays un plan cancer national et pluriannuel pour 2013 au plus tard. En outre, les ministres européens de la Santé ont accepté de mettre tout en œuvre afin que l'ensemble de la population à risque puisse bénéficier à court terme d'un examen de dépistage du cancer du sein, colorectal et de l'utérus.

**Association Internationale de la Mutualité**

50 rue d'Arlon • B-1000 Bruxelles • Tél.: [+32 2] 234 57 00 • Fax: [+32 2] 234 57 08 • aim.secretariat@aim-mutual.org

www.aim-mutual.org

2. La gestion de la pandémie de grippe A/H1N1: les ministres se sont mis d'accord sur 5 priorités:

- Les conclusions de la conférence seront transmises au Comité d'examen de l'OMS.
- Une révision du plan de préparation à une pandémie de l'UE.
- Un processus d'autorisation et d'information plus rapide sur les vaccins.
- Le développement d'une procédure pour l'achat groupé de vaccins et antiviraux: les ministres ont demandé à la Commission européenne de développer une procédure qui permette des achats groupés volontaires. Le commissaire Dalli a annoncé pour l'automne prochain une proposition concrète visant la mise en place d'une plate-forme commune d'acquisition sur base volontaire.
- Une gestion solidaire de la pandémie. Plus

**II. POLITIQUES DE L'EMPLOI**

La réunion du 8/07 était consacrée aux politiques de l'emploi. Les ministres sont convenus que les politiques de l'emploi et le Conseil EPSCO doivent occuper une position centrale dans la nouvelle gouvernance économique et figurer au cœur de la stratégie Europe 2020. Le développement d'emplois verts et la politique de l'emploi dans le contexte du changement climatique est l'une des priorités politiques essentielles de la présidence belge de l'UE. Communiqué de presse (EN) - Plus (EN)

**III. POLITIQUE SOCIALE ET PENSIONS**

Le 9/07, le Conseil informel EPSCO a porté sur la dimension sociale de la nouvelle Stratégie UE2020. S'agissant des questions de pension et d'inclusion sociale, les ministres ont discuté la notion de revenu minimum digne et la notion de pension adéquate. Plus

# COMMISSION EUROPÉENNE

## AFFAIRES GÉNÉRALES

**MEILLEURS RÉSULTATS POUR LES PME PRÉSENTES SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE**

Selon une nouvelle étude de la Commission européenne, 25 % des PME de l'UE 27 exportent ou ont exporté à un moment donné au cours des trois dernières années. Il ne s'agit là que d'une partie des constatations de l'étude sur l'internationalisation des PME européennes («*Internationalisation of European SMEs*»), disponible en ligne, qui établit une carte du niveau d'internationalisation des PME européennes et met en évidence les principaux obstacles et avantages de l'internationalisation. Plus

**LA BEI SOUTIENT LA CONSTRUCTION DE NOUVEAUX HÔPITAUX**

La Banque européenne d'investissement (BEI) vient d'accorder un prêt de 300 millions d'euros destiné à cofinancer la construction d'un nouvel hôpital de 800 lits dans le nord de Vienne (plus) et prête 300 millions d'euros à la société chargée de la réalisation du nouvel hôpital de Stockholm, Nya Karolinska Solna (plus).

## AFFAIRES SOCIALES

**L'UNION EUROPÉENNE AMORCE UN DÉBAT PUBLIC SUR L'AVENIR DES RETRAITES**

Le 7/07, la Commission européenne a ouvert un débat public dans toute l'Europe sur la façon de garantir des retraites adéquates, viables et sûres et sur la manière dont l'UE peut soutenir au mieux les efforts nationaux accomplis en ce sens. Dans tous les États membres, le vieillissement de la population pèse considérablement sur les régimes de retraite existants, et la crise financière et économique n'a fait qu'augmenter cette pression. Le document de consultation — un livre vert — aborde en particulier les questions suivantes:

- garantir des revenus adéquats aux retraités et veiller à ce que les systèmes de retraite soient viables à long terme;
- trouver le juste équilibre entre le travail et la retraite et faciliter une vie active plus longue;
- lever les obstacles rencontrés par les personnes qui travaillent dans différents États de l'UE et entravant le marché intérieur des produits de retraite;
- rendre les retraites plus sûres, aujourd'hui et demain, compte tenu de la récente crise économique;
- veiller à ce que les retraites soient plus transparentes de manière à ce que les individus puissent prendre des décisions en connaissance de cause concernant leur propre revenu de retraite.

La consultation s'achèvera le 15/11.
Communiqué de presse - MEMO/10/302 - Plus – Discours du commissaire (EN)

**AIDES D'ÉTAT: LA COMMISSION APPROUVE LE RÉGIME DE PENSIONS BRITANNIQUE NEST**

La Commission européenne a autorisé, en vertu des règles de l'UE relatives aux aides d'État, la mise en place au Royaume-Uni d'un régime professionnel de pensions, intitulé NEST, visant à garantir à tous les salariés l'accès à un système de pensions à un coût raisonnable. Ce régime, qui s'inscrit dans le cadre d'une vaste réforme des retraites, s'adresse aux personnes disposant de salaires bas à modérés qui ne sont pas prises en compte par le marché actuel. La Commission a estimé que cette mesure était compatible avec les règles de l'UE relatives aux aides d'État étant donné que NEST offre un service d'intérêt économique général (SIEG) et ne perçoit aucune surcompensation pour le fournir. Plus

**AIDES D'ÉTAT: LA COMMISSION AUTORISE UNE AIDE DE 3 MILLIONS € POUR FINANCER LES DROITS À PENSION COMPLÉMENTAIRE TRANSFÉRÉS À LA COMPAGNIE MARITIME FINLANDAISE ARCTIA SHIPPING OY**

La Commission a autorisé, en application des règles de l'UE sur les aides d'État, une aide finlandaise destinée à financer les droits à pension complémentaire accumulés par le personnel de la compagnie maritime nouvellement créée Arctia Shipping Oy avant la libéralisation par la Finlande du secteur du déglaçage. La Commission estime que cette mesure contribue à ce que la société et ses concurrents soient sur un pied d'égalité. Plus

**LA MOITIÉ DES EUROPÉENS SERAIENT PRÊTS À DÉMÉNAGER POUR TRAVAILLER**

Le 13/07, la Commission a adopté un rapport qui fait la synthèse sur les droits des Européens de vivre et de travailler dans un autre pays de l'UE. Ce rapport fournit

également des informations actualisées sur l'évolution de la législation au cours des dix dernières années. Actuellement, 2,3% des habitants de l'UE vivent dans un État membre autre que le leur. Toutefois, selon une enquête Eurobaromètre présentée aujourd'hui, 17% des Européens envisagent de travailler un jour à l'étranger et 48% seraient prêts à chercher du travail dans un autre pays ou une autre région s'ils venaient à perdre leur emploi. Plus – MEMO (EN) – Enquête Eurobaromètre (EN)

## ASSURANCE MALADIE

### NE PARTEZ PAS À L'ÉTRANGER SANS VOTRE CARTE EUROPÉENNE D'ASSURANCE MALADIE (CEAM)

Si vous allez dans un autre État membre pour le travail, les vacances ou les études, la carte européenne d'assurance maladie peut vous éviter pertes de temps et d'argent ainsi que bien des tracas en cas de maladie ou d'accident. Pour vous aider à préparer vos vacances, la Commission a publié toute une série de faits, chiffres et informations sur la CEAM. Plus (EN)

## MARCHÉ INTÉRIEUR

### SOLVABILITÉ II - CINQUIÈME ÉTUDE QUANTITATIVE D'IMPACT: DEMANDE D'AVIS ET SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES

Les services de la Commission ont envoyé au CEIOPS une demande d'avis ainsi que les spécifications techniques pour la 5ème étude quantitative d'impact sur Solvabilité II (QIS5). Les entreprises d'assurance et de réassurance sont invitées à participer à cet exercice entre août et novembre 2010. Le CEIOPS publiera son rapport sur les résultats de l'exercice QIS5 en avril 2011. Plus

### CONSULTATION SUR LES OBSTACLES AU DÉVELOPPEMENT D'UN MARCHÉ DU COMMERCE DE DÉTAIL PLUS EFFICACE ET ÉQUITABLE EN EUROPE

La Commission a adopté un rapport qui recense les principaux obstacles potentiels au développement d'un marché intérieur du commerce et de la distribution plus efficace et plus équitable et lance, sur la base de ce rapport, une consultation publique afin de déterminer les priorités des politiques futures dans ce domaine. Parmi les facteurs susceptibles d'entraver l'essor du commerce et de la distribution figurent le recul de l'accessibilité des magasins offrant des biens et services de base, le manque d'information sur les offres commerciales au-delà de la zone d'achat immédiate, la faible croissance du commerce en ligne, des pratiques contractuelles potentiellement abusives dans toute la chaîne de distribution, le manque de transparence sur les labels de qualité, le fonctionnement insatisfaisant des marchés du travail dans le commerce et la distribution, ou encore l'adoption d'approches très différentes de la dimension environnementale dans ce secteur dans l'ensemble de l'UE. Les réponses à la consultation peuvent être transmises jusqu'au 10/09. Elles alimenteront le travail d'élaboration des mesures que la Commission proposera cet automne dans le cadre de l'initiative «Single Market Act». Plus - FAQ (EN)

### LA COMMISSION CONSULTE LES PARTIES INTÉRESSÉES DANS LE CADRE DU PROCESSUS DE MISE EN ŒUVRE DE LA DIRECTIVE «SERVICES»

Le délai pour la transposition de la directive «Services» est arrivé à échéance fin décembre 2009. Depuis janvier 2010, tous les États membres de l'UE se sont engagés, de concert avec la Commission, dans un processus d'examen par les pairs consistant à évaluer mutuellement certains aspects de leurs cadres juridiques nationaux applicables aux prestataires de services. Cette méthode de travail innovante, connue sous le nom de «processus d'évaluation mutuelle», était prévue dans la directive. C'est dans ce contexte que la Commission invite les parties intéressées à partager leur point de vue sur les aspects des législations nationales qui sont examinés par les États membres dans le cadre du «processus d'évaluation mutuelle». La consultation se clôturera le 13/09. Le document de consultation et le questionnaire sont disponibles ici (EN) - Plus.

### LA COMMISSION S'EFFORCE DE DÉGAGER DES SOLUTIONS DANS LE DOMAINE DU DROIT DES CONTRATS POUR RENDRE LE MARCHÉ UNIQUE PLUS ACCESSIBLE AUX CONSOMMATEURS ET ENTREPRISES

Les contrats sont les fondements mêmes des relations entre entreprises et consommateurs. Le marché unique de l'UE repose sur les législations en matière contractuelle. Or les entreprises, notamment celles de taille petite ou moyenne, ont des difficultés à réaliser des ventes à l'étranger car elles doivent appliquer un droit des contrats différent dans chacun des 27 États membres de l'UE. Seuls 8% des consommateurs achètent en ligne à partir d'un autre État membre. En outre, 61 % des commandes effectuées dans un autre État membre n'aboutissent pas en raison du refus des vendeurs de livrer dans le pays du consommateur. Cette situation est largement due à des obstacles réglementaires et à l'insécurité juridique entourant les règles applicables. Afin de résoudre certains de ces problèmes et d'accroître le potentiel du marché unique européen, la Commission européenne a proposé, dans un document de politique générale, plusieurs options en vue de rendre le droit des contrats plus cohérent. Son objectif est d'offrir une sécurité juridique accrue aux entreprises et des règles plus simples aux consommateurs. Une consultation publique sur ce document sera ouverte jusqu'au 31/01/2011. Plus

### BREVETS: LA COMMISSION PROPOSE UN RÉGIME DE TRADUCTION POUR LE FUTUR BREVET DE L'UE

La Commission a présenté une proposition sur les dispositions relatives à la traduction pour le futur brevet de l'UE, dernier élément nécessaire à la mise en place d'un brevet européen unique. Actuellement, il est dix fois plus cher d'obtenir un brevet en Europe qu'aux États-Unis, ce qui décourage la R&D et l'innovation tout en érodant la compétitivité européenne. La nouvelle proposition est fondée sur le système trilingue éprouvé, en vigueur à l'Office européen des brevets (OEB); elle réduira considérablement les coûts actuels de traduction si elle est adoptée. Plus - FAQ (EN)

## MÉDICAMENTS ET DISPOSITIFS MÉDICAUX

### ANTITRUST: LA COMMISSION SE FÉLICITE DE LA DIMINUTION DES RÈGLEMENTS AMIABLES POTENTIELLEMENT PROBLÉMATIQUES EN MATIÈRE DE BREVETS DANS LE SECTEUR PHARMACEUTIQUE

Dans le secteur pharmaceutique, le nombre de règlements amiables potentiellement problématiques en

matière de brevets au regard des règles européennes de la concurrence a chuté à 10 % de l'ensemble des règlements conclus dans le secteur au cours de la période comprise entre juillet 2008 et décembre 2009, alors qu'il s'établissait à 22 % sur la période couverte par l'enquête sectorielle de l'année dernière (janvier 2000-juin 2008). Un rapport de la Commission montre que les montants concernés par ces règlements entre les laboratoires de princeps et les fabricants de médicaments génériques ont aussi diminué, passant de plus de 200 millions € sur la période couverte par l'enquête sectorielle à moins d'un million € au cours de la période la plus récente. Les consommateurs peuvent donc se réjouir que la mise sur le marché de médicaments génériques, moins chers, ne soit pas indûment empêchée ni retardée. La Commission continuera de surveiller le secteur afin de s'assurer que les règlements amiables ne retardent pas la mise sur le marché des génériques ni ne contiennent d'autres restrictions qui poseraient problème au regard de la législation de l'UE sur la concurrence. Plus

**CONSULTATION SUR LES DISPOSITIFS MÉDICAUX DE DIAGNOSTIC IN VITRO**

La Commission a lancé une consultation publique sur la révision de la directive 98/79/CE relative aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro (DIV). Cette consultation sera clôturée le 15/09. Plus (EN)

**ANTITRUST: LA COMMISSION SALUE L'ARRÊT DU TRIBUNAL DANS L'AFFAIRE ASTRAZENECA**

La Commission se félicite de l'arrêt du Tribunal (affaireT-321/05) qui rejette largement le recours formé par les entreprises pharmaceutiques AstraZeneca AB (Suède) et AstraZeneca Plc (Royaume-Uni). L'arrêt du Tribunal concerne la décision de la Commission de juin 2005 qui infligeait une amende de 60 millions € au groupe AstraZeneca pour avoir utilisé abusivement le système de brevets et les procédures de commercialisation des produits pharmaceutiques afin de prévenir ou de retarder l'arrivée sur le marché de médicaments génériques (voir IP/05/737). Plus (EN) - Communiqué de presse du Tribunal

## RECHERCHE

**RECHERCHE AGRO-ALIMENTAIRE FINANCÉE PAR L'UE**

Huit projets de recherche financés par l'UE dans le domaine de la qualité et de la sécurité alimentaire ont été présentés le 8/07 lors d'une conférence au PE. L'un de ces projets, ISAFRUIT, a révélé que manger deux pommes par jour, soit 300 grammes, permet d'aider à réduire d'au moins 10 % le taux de cholestérol et que plonger les pommes et les pêches dans de l'eau chaude à une certaine température permet de réduire la moisissure de 80 % et d'éliminer toutes sortes d'agents pathogènes comme la bactérie Escherichia coli et la salmonelle. Les autres projets présentés couvraient les thèmes suivants: prévention et contrôle des maladies épizootiques chez les animaux, influence de l'alimentation et des facteurs héréditaires sur le risque de cancer, création d'un service web européen d'information sur les aliments et la nutrition, méthodes alternatives d'aquaculture pour des produits de la mer plus sains et biologiques, amélioration de la fraîcheur du pain précuit industriel, recherche de variétés de céréales utilisables comme armes contre les troubles métaboliques, création d'un réseau permanent des institutions internationales de recherche dans le domaine de l'alimentation. Plus (EN)

**LE PROGRAMME MARIE CURIE DE L'UE SOUTIENT DES TRAVAUX DE RECHERCHE SUR UN MÉDICAMENT ANTICANCÉREUX À BASE DE SUCRE**

Un scientifique italien bénéficiant d'une bourse Marie Curie de l'UE participe aux travaux de recherche sur un nouveau traitement susceptible de faire avancer de manière décisive la lutte contre le cancer du cerveau. Plus

## SANTÉ

**CONSULTATION PUBLIQUE: DÉPENDANCE ET ATTRACTIVITÉ DES ADDITIFS DU TABAC**

Le comité scientifique indépendant des risques sanitaires émergents et nouveaux (CSRSEN) de la Commission a lancé une consultation publique sur une demande d'avis préliminaire sur la dépendance et l'attractivité des additifs dans les produits du tabac. Cette consultation est ouverte jusqu'au 5/09. Les détails sur cette consultation peuvent être consultés ici.

**OPEN HEALTH FORUM 2010**

La conférence de l'Open Health Forum 2010 s'est tenue à Bruxelles les 29 et 30/06, sous l'intitulé «*Together for Health - a strategy for the EU 2020*». Les discussions se sont centrées sur l'intégration de la santé dans toutes les politiques, à travers les ateliers thématiques suivants:

- Intégration des politiques de la santé et de l'environnement pour une meilleure santé humaine.
- La santé au centre de la politique de cohésion après 2013.
- Évaluation d'impact et politiques européennes de la santé: menace ou opportunité?
- Innovation pour la santé.
- Intégration de la santé publique dans la politique agricole commune.
- Implication des parties prenantes - le rôle des acteurs privés dans l'intégration de la santé dans toutes les politiques.

Documents (EN) de la conférence (synthèses des ateliers, recommandations, résolution finale) et programme (EN).

**RAPPORT QUINQUENNAL DE LA PLATEFORME EUROPÉENNE D'ACTIONS EN MATIÈRE D'ALIMENTATION, D'ACTIVITÉ PHYSIQUE ET DE SANTÉ**

Le 12/07, un rapport d'évaluation externe sur les cinq premières années d'activité de la Plateforme européenne d'actions en matière d'alimentation, d'activité physique et de santé a été publié. Ce rapport examine deux études de cas relatives aux engagements des membres de la Plateforme dans les domaines clés suivants :

- la publicité et le marketing ciblant les enfants;
- la reformulation des aliments/boissons (réduction de la teneur en sucre, sel et/ou graisse dans un produit).

Le rapport complet et d'autres informations sont disponibles ici (EN).

## PARLEMENT EUROPÉEN

**SIDA: GARANTIR DES MÉDICAMENTS ABORDABLES ET LUTTER CONTRE LA DISCRIMINATION DES PATIENTS**

Plus de 33 millions de personnes vivent avec le SIDA dans le monde avec un accès encore très limité aux traitements antirétroviraux. Le 8/07, le PE a adopté une résolution qui appelle les gouvernements à s'attaquer à cette crise mondiale par de nouvelles législations garantissant des médicaments plus abordables et des accords de libre-échange qui évitent d'accorder la priorité aux intérêts commerciaux du secteur pharmaceutique. La résolution, adoptée par 400 voix pour, 166 contre et 55 abstentions, a été déposée par les groupes politiques S&D, ALDE, Verts/ALE et GUE/NGL. Plus

**LES DÉPUTÉS EUROPÉENS DEMANDENT UNE INTERDICTION DES ALIMENTS ISSUS D'ANIMAUX CLONÉS**

Lors du vote sur la législation relative aux nouveaux aliments (7/07), les députés ont renouvelé leur interdiction des aliments en provenance d'animaux clonés. Ils ont également demandé un moratoire sur les denrées alimentaires modifiées par des nanotechnologies, tant que les risques pour la santé ne sont pas écartés. Si le Conseil n'approuve pas les amendements de deuxième lecture du Parlement, les deux institutions tenteront de trouver un accord en conciliation. Plus

**GARANTIE EUROPÉENNE POUR LA JEUNESSE**

Une "garantie européenne pour la jeunesse" afin de permettre aux jeunes de ne pas rester au chômage plus de quatre mois: telle est l'une des propositions du Parlement pour améliorer l'accès des jeunes au marché de l'emploi. Dans le contexte de la crise économique, le taux de chômage des jeunes augmente plus fortement que le taux moyen et en décembre 2009, 5,5 millions de jeunes de moins de 25 ans étaient au chômage dans l'UE, soit 21,4%, souligne la résolution d'Emilie Turunen (Verts/ALE, DK) adoptée à Strasbourg ce 8/07. Plus

**DÉBAT SUR L'INFORMATION MÉDICALE DES PATIENTS**

Le 24/06, le PE a tenu un débat sur l'information médicale des patients. L'*International School for Public health and Primary Care* (université de Maastricht) mène actuellement une étude sur ce thème et les premiers résultats sont attendus en octobre 2010. Plus.

**INTERGROUPE «SERVICES PUBLICS» AU PE**

L'intergroupe «Services publics» au PE a consacré sa réunion du 8/07 à l'analyse de l'évaluation de la mise en œuvre de la directives «Services» par les États membres.

## TRIBUNAL ET COUR DE JUSTICE

N° 67/2010 : 1/07, Arrêt du Tribunal dans l'affaire T-321/05 AstraZeneca contre Commission - (DE - EN - FR). Concurrence: le Tribunal confirme pour l'essentiel la décision de la Commission qui a considéré que le groupe AstraZeneca a abusé de sa position dominante en empêchant la commercialisation des produits génériques répliquant le Losec. Toutefois, l'amende de 60 millions € a été réduite à 52,5 millions € car la Commission n'a pas prouvé que le retrait des autorisations de mise sur le marché du médicament dans certains États membres était de nature à avoir un impact sur les importations parallèles.

Pour plus d'informations: http://curia.eu.int/

# ACTEURS DU SECTEUR

## COLLECTIF EUROPE ET MÉDICAMENT, HAI ET ISDB

**LES DÉPUTÉS EUROPÉENS INVITÉS À TRANSFORMER LA PROPOSITION DE DIRECTIVE RELATIVE À L'INFORMATION DES PATIENTS EN RÉEL PROGRÈS POUR LES PATIENTS**

En vue du vote de la commission parlementaire ENVI, prévu en septembre, sur la directive relative à l'information des patients, le Collectif Europe et Médicament, HAI Europe et l'ISDB appellent les parlementaires européens à voter les amendements qui visent à favoriser l'accès à une information non promotionnelle, indépendante et comparative. À commencer par l'information détenue par les autorités européennes et nationales, dont l'opacité est de plus en plus contestée, notamment par le Médiateur européen. L'enjeu est important: il s'agit d'abord de faire respecter le droit des patients à une information fiable, indépendante et comparative, leur permettant de faire des choix éclairés. MEMO -FR

# INFORMATIONS GÉNÉRALES

## ASSURANCE MALADIE - SYSTÈMES DE SANTÉ

## PERFORMANCE DES SYSTÈMES SANTÉ

**UN ÉTUDE CLASSE LES ÉTATS-UNIS AU DERNIER RANG ET LES PAYS-BAS AU PREMIER RANG EN TERMES DE PERFORMANCE DU SYSTÈME DE SANTÉ**

Selon un rapport du Commonwealth Fund (EN), bien qu'ayant le système de soins de santé le plus coûteux, les États-Unis se classent derniers en termes de performance globale, comparée à celle de six autres pays industrialisés (Australie, Canada, Allemagne, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni). Les auteurs, qui ont comparé la performance sur des critères de qualité, d'efficacité, d'accès aux soins, d'équité et de capacité de mener une vie saine et productive, ont conclu que si chaque pays peut encore s'améliorer, les États-Unis se démarquent par le très faible rapport qualité-prix de ses soins de santé. Les dépenses de santé par habitant aux États-Unis s'élevaient à 7 290 $ en 2007, contre 3 837 $ aux Pays-Bas, qui se classent premiers en termes de performance globale. Les auteurs espèrent cependant qu'avec l'adoption de la loi sur les soins de santé abordables (*Affordable Care Act*), les États-Unis vont commencer à renforcer les soins primaires et à investir dans les technologies de la santé et l'amélioration de la qualité, afin de garantir à tous les Américains un accès à des soins de santé de qualité et efficaces.

## RÉDUCTION DES DÉPENSES DE SANTÉ

### L'ALLEMAGNE RÉDUIT LES DÉPENSES DE SANTÉ ET AUGMENTE LES COTISATIONS

Selon le site Bloomberg.com, confronté à un déficit du système de soins de santé estimé à 11 milliards € en 2011, le gouvernement allemand a décidé d'augmenter le taux des cotisations, avec une répartition approximativement égale entre travailleurs et employeurs, et de les faire passer de 14,9 à 15,5% du salaire. La mesure devrait rapporter environ 6 milliards € pour venir en aide aux assureurs en difficulté. En outre des réductions d'environ 3,5 milliards € devraient toucher les hôpitaux, les médecins, les dentistes, les assureurs et les entreprises pharmaceutiques. Le gouvernement a également rehaussé le plafond des cotisations additionnelles (*Zusatzbeiträge)* que les caisses d'assurance maladie peuvent réclamer aux assurés, le faisant passer de 1 à 2%. Les surcharges dépassant les 2% du salaire brut d'un assuré seront financées par les revenus de la fiscalité générale. Plus (EN)

### LE NHS REMANIÉ OCTROIE DE NOUVEAUX POUVOIRS AUX MÉDECINS ET AUX PATIENTS

Selon la vision à long terme du ministère de la santé britannique («Equity and excellence : liberating the NHS»), la réforme conduira à la suppression des 10 autorités stratégiques de santé (SHA) et des 152 organismes de gestion des soins primaires (PCT), annonce BBC News. Les médecins généralistes, rassemblés en consortiums, recevront 80 milliards de livres sterling du budget NHS pour l'achat de soins aux hôpitaux et autres médecins pour les patients de leur secteur, puisque des centaines d'organisations de gestion intermédiaire vont disparaître.
Les consortiums devront répondre devant une instance indépendante (*Commission Board*), qui fixera les objectifs en matière de soins de santé, contrôlera les performances et guidera les médecins dans l'achat des soins. Les patients, quant à eux, jouiront d'un choix plus large du lieu de traitement et seront interrogés sur l'efficacité et la correspondance des soins à leurs attentes. Tous les hôpitaux vont acquérir le statut de *Foundation Trust* ou en feront partie. Ils seront nettement moins dépendants de Whitehall et pourront ainsi accroître leurs revenus provenant de patients privés. Le parti travailliste et les syndicats estiment cependant que l'octroi de ce montant à des médecins généralistes, qui sont des contractants privés, est une erreur et que ce plan est un «cheval de Troie» en vue d'une privatisation plus forte.

### LE NHS ÉCOSSAIT RÉCLAME UNE REFONTE RADICALE POUR ÉVITER «L'EFFONDREMENT DÉFINITIF»

Selon un rapport publié par le groupe de réflexion écossais internationalfuturesforum, l'inexorable tendance à la hausse des dépenses de santé pour répondre à la demande, qui augmente plus vite que la croissance économique, est insoutenable. Les dépenses de santé élevées sont disproportionnées par rapport à l'amélioration des résultats de santé. Les stratégies existantes pour contenir les dépenses, telles que les gains d'efficacité, l'accroissement de la concurrence, les restrictions d'activité et le gel des rémunérations, se sont avérées inefficaces et ont provoqué des réactions en chaîne non souhaitées. Toute nouvelle mesure visant à améliorer le fonctionnement du modèle existant ne fait que retarder le déclin et l'effondrement inévitables du système. Selon le rapport, des solutions peu coûteuses telles qu'aider les patients à développer leur propre capacité à faire face à la maladie peuvent s'avérer plus importantes que lutter contre la maladie. Plus (EN)

### RÉDUIRE LES DÉPENSES D'AIDE SOCIALE COÛTE DES VIES

Une étude publiée dans le *British Medical Journal* révèle que les niveaux de dépenses d'aide sociale sont «fortement associés» à des risques de décès, en particulier ceux imputables à des maladies liées aux circonstances sociales, par exemple les infarctus et les maladies causées par l'alcool. La conclusion est qu'il faut non seulement délimiter les dépenses de santé, mais aussi les dépenses d'aide sociale. En fait, l'étude suggère que les dépenses sociales sont liées de manière plus significative que les dépenses de santé à la mortalité imputable à des maladies liées aux circonstances sociales (par exemple les décès liés à l'alcool). Selon les chercheurs, les dépenses d'aide sociale pour promouvoir la santé, et pas seulement les soins de santé, sont celles qui ont le plus grand impact sur la santé publique. Il s'agit d'un important facteur déterminant de la future santé de la population et il serait bon d'en tenir compte dans les débats économiques actuels. Budget crises, health, and social welfare programmes (EN)

### L'AUGMENTATION DES DÉPENSES DE SANTÉ PÈSE SUR LES BUDGETS PUBLICS

Selon l'OCDE, dans certains pays, la dégradation récente de la conjoncture économique, combinée à la hausse des coûts de santé, a entraîné une augmentation prononcée des dépenses de santé en proportion du PIB. En Irlande, la part du PIB consacrée à la santé est passée de 7,5 % en 2007 à 8,7 % en 2008. En Espagne, elle est montée de 8,4 % à 9 %. Se trouvant dans l'obligation de réduire leurs déficits budgétaires, de nombreux gouvernements des pays de l'OCDE vont devoir faire des choix difficiles pour préserver leurs systèmes de santé: freiner la croissance des dépenses publiques de santé, réduire les dépenses dans d'autres domaines ou augmenter les impôts.
Dans tous les pays de l'OCDE, les dépenses totales de santé progressent plus rapidement que l'activité économique, entraînant une hausse de la part du PIB consacrée à la santé. Selon Eco-Santé OCDE 2010, cette part est passée de 7,8% du PIB en 2000 à 9 % en 2008. Les facteurs à l'origine de cette augmentation – progrès technologique, attentes grandissantes de la population et vieillissement – vont continuer à exercer des pressions sur les coûts dans les années à venir. Plus

## RÉFORME

### LA RÉFORME AMÉRICAINE: BONNE OU MAUVAISE CHOSE?

La réforme du système de santé américain est-elle «une transformation monumentale du système ou un compromis forcément voué à l'échec?» Selon un analyste du BMJ, la réponse d'un économiste à cette question lors d'une conférence a été «oui». C'est clairement la bonne réponse car la loi sur la réforme du

système de santé est si complexe et si volumineuse qu'il est impossible de prédire ses effets. Les systèmes de santé sont en effet des «systèmes adaptatifs complexes» où les plus petits et simples changements peuvent avoir des résultats inattendus. Selon l'économiste, les trois facteurs qui ont rendu la réforme inévitable et le statu quo insoutenable sont les millions de personnes sans assurance maladie, des dépenses plus élevées et une espérance de vie plus faible que d'autres pays industrialisés ainsi que l'amplification des coûts de Medicare. L'avenir dépendra de l'efficacité de la mise en œuvre très complexe, du comportement des prestataires, des employeurs et des individus, ainsi que de la décision du Congrès d'interférer ou non, affirme l'économiste. Plus (EN)

# INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

## GESTION DES MALADIES CHRONIQUES

### UNE JOINT-VENTURE PHARMACEUTIQUE CIBLE LE DISEASE MANAGEMENT

Selon PRNewswire, Medco (États-Unis) et Celesio (Allemagne), deux géants de la distribution pharmaceutique, ont créé une joint venture pour aider les financeurs européens à gérer des programmes de gestion de maladies chroniques de meilleure qualité et plus efficaces. La nouvelle société, Medco Celesio BV, installée aux Pays-Bas, pourrait créer des partenariats ou entrer en concurrence avec des opérateurs privés européens de programmes de DM, tels que Healthways, BUPA's Health Dialog, Pfizer Health Solutions ainsi qu'avec de nombreux acteurs nationaux. Elle pourrait même couvrir les activités de diagnostic. La joint-venture devrait commencer ses activités en Allemagne en 2010, avec la collaboration des pharmacies par correspondance des entreprises parentes, DocMorris et Europa Apotheek Venlo. Elle étendra ensuite rapidement ses activités aux principaux marchés européens, dont le Royaume-Uni, la France, l'Espagne et l'Italie. Plus (EN)

## MÉDICAMENTS ET AUSTÉRITÉ

### «NICE» RECOMMANDE À L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE DE RÉDUIRE LE SEL, LE SUCRE ET LES GRAISSES POUR SAUVER DES VIES

Selon le BMJ, le National Institute for Health and Clinical Excellence (NICE) a publié une recommandation visant à sauver des «dizaines de milliers de vies» en Angleterre en se concentrant sur l'impact de la production alimentaire sur l'alimentation de la nation. La recommandation cible trois «composants toxiques», à savoir, le sel, les acides gras trans et les graisses saturées. «Tout le monde pense que la prévention est utile mais qu'il n'y aura pas de résultats avant des décennies. C'est faux. Des changements rapides sont obtenus en 2 à 3 ans», affirment les auteurs. Cette opinion est soutenue par des exemples de programmes d'intervention de santé publique en Pologne, à Cuba ainsi qu'aux États-Unis où, pour chaque dollar consacré à une intervention, une économie correspondante de 5 € a été estimée en termes de réduction des dépenses de santé.
Tout en ciblant l'industrie alimentaire, la recommandation du NICE appelle à des négociations au niveau communautaire afin que la politique agricole commune tienne compte des questions de santé publique. Le NICE recommande également que les autorités locales chargées de l'urbanisme limitent les permis d'exploitation d'établissements de restauration rapide à proximité des écoles. Parmi les autres suggestions figure une politique de tarification pour rendre les aliments malsains financièrement moins abordables. «Il y a clairement des parallèles avec le contrôle du tabagisme». Plus (EN)

## PANIER DE SOINS

### DES REPRÉSENTANTS DE LA BRITISH MEDICAL ASSOCIATION VOTENT POUR L'EXCLUSION DE L'HOMÉOPATHIE DES PRESTATIONS NHS

Selon le BMJ, des représentants de la BMA ont voté, lors du congrès annuel de l'Association, pour exclure le financement par le NHS des hôpitaux et traitements homéopathiques, compte tenu de l'absence de preuve scientifique de leur caractère bénéfique. Ils ont également voté pour qu'aucun poste de formation n'inclue un placement en homéopathie au Royaume-Uni et pour que les pharmaciens retirent les produits homéopathiques des rayons des médicaments et les placent sur des étagères indiquant clairement qu'il s'agit de «placebos». Plus (EN)

# COIN LECTURES

# PRESSE

## EURO OBSERVER

- Observatoire européen des systèmes et politiques de santé. 2010, Euro Observer Vol .12, n° 2: Specialist human resources in Europe, études de cas sur l'Allemagne, la Grèce, la Roumanie et la Suède.

## HEALTH AFFAIRS

- Nouvelle édition de Health Affairs sur le thème de la réforme du système de santé aux États-Unis: Weighing the Impact of US Health Reform

## HEALTH ECONOMICS, POLICY AND LAW

- Édition spéciale du 3 juillet 2010 sur les questions transfrontalières de soins de santé (EN) et notamment les aspects de choix, d'équité, d'efficacité et de coût.
  Exemple: «Choice of providers and mutual healthcare purchasers: can the English NHS learn for the Dutch reforms?»

## SOCLE DE PROTECTION SOCIALE - BIT

- Le manuel pour la mise en œuvre d'un socle de protection sociale est maintenant disponible en français , en espagnol et en anglais.

## LIVRES - RAPPORTS – LIENS

### LÉGISLATION EUROPÉENNE ET SYSTÈMES DE SANTÉ

- Nouvelle publication: «Health Systems Governance in Europe. The Role of EU Law and Policy», Observatoire européen des systèmes et politiques de santé.

### OPEN HEALTH FORUM 2010

- La conférence de l'Open Health Forum 2010 s'est tenue à Bruxelles les 29 et 30/06, avec pour intitulé «*Together for Health - a strategy for the EU 2020*». Les documents/présentations de la conférence sont disponibles ici (EN).

### PATIENT INFORMATION

- "Latin American Regional Meeting Report: Working Together to Improve Access to Healthcare in Latin America", réunion régionale de l'IAPO (Alliance internationale des associations de patients), Buenos Aires, Oct 2009 (EN-ES)

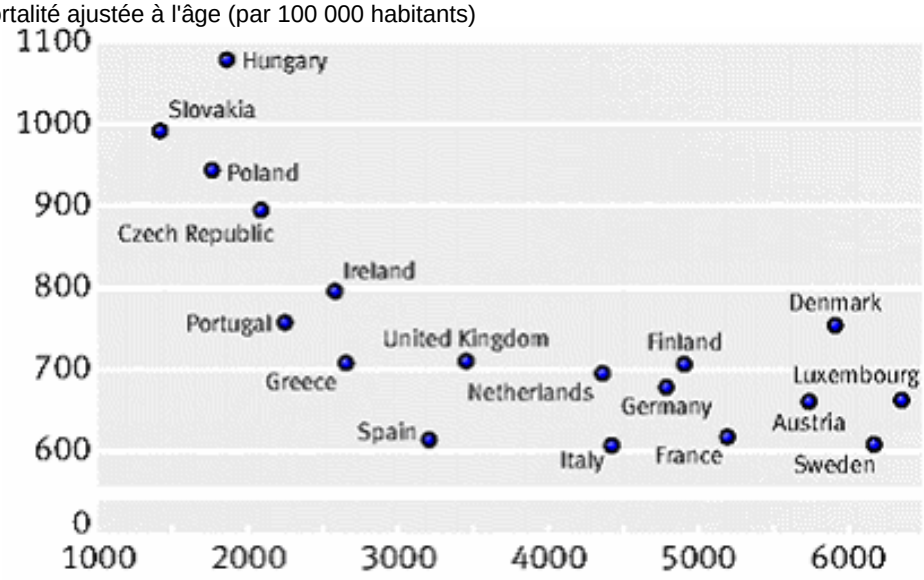
### SYSTÈME DE SANTÉ

- "Three practical steps to better health for Africans", McKinsey Quarterly. Un nouveau modèle pour que l'accès aux soins de santé en Afrique soit non seulement possible mais financièrement abordable.

## GRAPHIQUE DU MOIS

**Relation entre les dépenses d'aide sociale et toutes les causes de mortalité dans 18 pays de l'UE, 2000**

Causes de mortalité ajustée à l'âge (par 100 000 habitants)




Dépenses d'aide sociale par habitant
(ajustées sur la base des parités de pouvoir d'achat)

Source : Stuckler, D. et al. BMJ 2010;340:c3311

## ÉVÉNEMENTS

### PRESIDENCE BELGE DE L'UE (SELECTION)

**TRIO PRESIDENTIEL**

0**1/2010-06/2011**: Espagne, Belgique, Hongrie
0**7/2011-12/2012**: Pologne, Danemark et Chypre

**PRESIDENCE BELGE DE L'UE (7-12/2010)**

trio.be

www.eutrio.be/

- 2/09, L'avenir de la recherche clinique universitaire indépendante en Europe
- 3/09, Conférence sur la pauvreté infantile
- 7-9/09, Liège, Droits aux pensions et à une protection sociale adéquates
- 9-10/09, Conférence ministérielle: Investir dans les professionnels de la santé de demain en Europe
- 14-15/09, Vers une convergence renforcée des politiques sociales
- 23-24/09, Conférence ministérielle «Innovation et Solidarité» (Comment améliorer l'accès aux médicaments)
- 30/09, Making Europe Fit for Work
- 10-12/10, Bruges, Qualité de vie des travailleurs âgés
- 14/10, Sommet européen sur les hépatites B et C.
- 19-20/10, Bruxelles, Innovative approaches for chronic illness in healthcare systems
- 21-22/10, Namur, Santé environnementale et vulnérabilités sociales
- 21/10, Luxembourg, Conseil EPSCO
- 26-27/10, Bruxelles, Troisième Forum sur les services sociaux d'intérêt général
- 27-28/10, Conférence économie sociale

- 7-9/11, Groupe de travail pharmacovigilance
- 8-9/11, Réduire les inégalités en matière de santé dans une perspective régionale. Qu'est-ce qui fonctionne, qu'est-ce qui ne fonctionne pas?
- 8-10/11, New strategies to monitor and control infections, etc... ;
  Environnement et santé publique dans la société moderne
- 17/11, Médicaments génériques et durabilité des soins de santé
- 19/11, Redessiner le droit à la santé (des personnes en situation de pauvreté)
- 25-26/11, Conférence de haut niveau sur la démence
- 2-3/12, Évaluation de la politique nutritionnelle dans l'UE
- 3/12, 21st Century Healthcare for Europe (Réduire les inégalités dans les soins de santé et favoriser l'innovation dans le domaine santé)
- 6-7/12, Conseil EPSCO
- 8-9/12, Prévention du diabète, populations et politiques: des enjeux importants
- 9/12, La psychiatrie forensique en Europe
- 9/12, Une stratégie européenne pour les maladies chroniques (maladies rares et graves)

## AUTRES ÉVÉNEMENTS

- Treizième Forum européen de la santé de Gastein, «Health in Europe- Ready for the Future?» (6-9/10, Bad Hofgastein, Salzburg, Autriche)
- XXXVIème Rencontre Ipse: «Coopérer pour la protection sociale non lucrative» (15/10, Liège, Belgique)
- 30/03– 1/04/2011, Vienne (Autriche), «*Hospital Pharmacists in a changing world – opportunities and challenges*», congrès organisé par l'EAHP (European association of hospital pharmacists). http://www.eahp.eu/Congresses

# AIM

## GROUPES DE TRAVAIL DE L'AIM

**TASK FORCE «RELATIONS PUBLIQUES & COMMUNICATION»**

1/07: Réunion de la taskforce, sous la présidence de Wout Dekker (ZN, NL). Après une brève présentation de la situation de l'AIM, de la proposition concernant l'avenir de l'AIM et son plan d'action, ainsi que de l'outil de communication interne et externe de l'AIM, les participants se sont attelés à l'élaboration d'une stratégie de communication en vue de recruter de nouveaux membres et partenaires associés pour l'AIM.

# AIM

**AGENDA DE L'AIM (DATES CLÉS)**

- Panel d'experts CAE (Bruxelles, 16/09)
- Taskforce «Relations publiques & Communication» (Bruxelles, 17/09)
- Groupe d'experts Médicaments (Bruxelles, 8/10)
- Réunions du Conseil d'administration de l'AIM (20-22/10, Casablanca - Maroc)
  20/10: *Matin:* Pension ***** – *Après-midi:* Commission Coopération internationale *****
  21/10: *Matin:* Commission Affaires européennes ** – *Après-midi*: Ass. Gén. extraord. et Conseil admin.**
  Dîner de gala.
  22/10: Conférence «Statut de la mutuelle et gouvernance»**
  ***** *Traduction simultanée en français, anglais et espagnol.* - ***Traduction simultanée en français, anglais et allemand.*
- Groupe de travail «Réforme du secteur santé» (ouvert à tous) (Berlin, 9/11)

***L'AIM Flash mensuel est préparé par Philippe Swennen et Rita Kessler.***
***Pour plus d'informations sur l'un des thèmes de ce bulletin, veuillez contacter le Secrétariat de l'AIM.***
***Pour suivre les liens insérés dans ce document, appuyez sur la touche Ctrl en cliquant simultanément sur le lien.***